

Note d'informations sur la ZLECAf

Third World Network-Africa

15 juillet 2020

Les principaux obstacles à la stimulation du commerce intra-africain dans le cadre de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) ne sont pas les barrières tarifaires en soi, mais les véritables contraintes de production, y compris les structures de production sous-développées et le manque d'infrastructure reliant les économies africaines, estime l'Ambassadeur sud-africain, Xavier Carim,

Un programme d'intégration du développement doit donc associer l'intégration des marchés à des programmes de connexion des infrastructures transfrontalières et de coopération en matière de politique industrielle afin de promouvoir les chaînes de valeur régionales et le développement industriel.

Les opinions ci-dessus ont été formulées par l'Ambassadeur Xavier Carim, directeur général adjoint du ministère du commerce et de l'industrie (DTI) de l'Afrique du Sud et ancien représentant permanent de l'Afrique du Sud auprès de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Elles ont été exprimées dans sa présentation lors du premier d'une série de webinaires sur la ZLECAf organisé par Third World Network-Africa (TWN-Africa) basé à Accra, au Ghana.

Tenue le 8 juillet 2020, la première édition s'est concentrée sur l'évolution du paysage politique mondial et ses implications pour l'initiative régionale stratégique de l'Afrique - la ZLECAf - en particulier dans le sillage de la pandémie du Covid 19 et des vulnérabilités exposées. Le reste des webinaires portera sur les différentes dimensions de la ZLECAf.

Selon l'Ambassadeur Carim, l'Afrique doit aller au-delà de la dimension de l'intégration des marchés, qui est le principal objectif de la ZLECAf, pour s'inscrire dans un cadre beaucoup plus large, tel qu'exprimé dans l'Agenda 2063 de la Commission de l'Union africaine.

A son avis, bien que le commerce intra-africain soit faible, l'Afrique est de loin le deuxième marché d'exportation le plus important pour la plupart des pays africains. Au moins pour sept pays africains, l'Afrique constitue leur marché le plus important. Le marché africain est primordial pour les producteurs africains, en particulier, pour ce qui concerne les produits à plus forte valeur ajoutée qui favorisent l'industrialisation, la diversification et la création des emplois. Plus de trois quarts du commerce intra-africain se déroule au sein des blocs commerciaux régionaux.

« Il est donc impératif de renforcer la résilience des économies africaines, de raccourcir les chaînes de valeur et de renforcer les capacités nationales et régionales. Les pays africains pourraient se concentrer sur les produits pharmaceutiques, les équipements médicaux, la production alimentaire, les infrastructures régionales et l'énergie », déclare l'Ambassadeur Carim.

Le webinaire a également mis en évidence d'autres défis/risques liés à la ZLECAf. Il s'agit notamment des difficultés à s'accorder sur les règles d'origine appropriées, c'est-à-dire ce qui constitue le "Made in Africa". Les règles d'origine détermineront les gagnants de la ZLECAf - soit les acteurs du continent, soit ceux de l'extérieur. Il existe un risque de débordement suivant lequel des pays hors du continent (tierce partie) pourraient obtenir un accès préférentiel aux marchés intérieurs grâce au niveau élevé d'ambition de la libéralisation tarifaire - 90 % de tous les tarifs seraient progressivement éliminés.

En outre, les relations entre l'Afrique et ses partenaires extérieurs, illustrées récemment par la proposition d'accord de libre-échange (ALE) entre les États-Unis et le Kenya, qui selon ce dernier serviront de modèle aux autres pays africains dans leurs futures relations commerciales, et la proposition de l'Union européenne (UE) d'un ALE avec l'Afrique comportent des risques. À mesure que les pays s'ouvrent les uns aux autres et construisent des chaînes de valeur régionales, les pays africains doivent revoir minutieusement leur position en matière de politique commerciale avec le reste du monde, sinon cela pourrait diluer ou annuler les gains envisagés par la ZLECAf, a ajouté l'Ambassadeur.

Les propos de l'Ambassadeur Carim ont été corroborés par le Dr Cheikh Tidiane Dieye, Directeur exécutif d'ENDA-Cacid, basé à Dakar, au Sénégal, dans sa présentation. À son avis, la mondialisation, autrefois considérée comme une panacée à la plupart des problèmes de développement, a également révélé ses faiblesses, surtout dans le contexte de la pandémie du Covid 19.

Les interdépendances considérées par de nombreuses personnes comme indispensables dans la production de biens et de services se sont révélées comme des sources de vulnérabilité et de dépendance, a-t-il souligné.

Les besoins locaux, en matière de santé, d'éducation, d'agriculture et d'alimentation, d'énergie, d'eau, d'hygiène et d'assainissement, doivent être satisfaits au niveau local, national ou régional, a-t-il estimé. Les principaux axes de la solidarité et de la coopération internationales ne sont pas aussi réels ou aussi efficaces qu'on le suppose depuis des années, selon l'expert.

Le Directeur exécutif d'ENDA-Cacid a également souligné qu'en ce qui concerne l'Afrique, elle doit compter sur elle-même, faire les choses à sa manière et construire son propre projet en fonction de ses forces, mais aussi de ses faiblesses.

L'industrialisation de l'Afrique et le développement des processus de production endogènes, basés sur les secteurs prioritaires, sont beaucoup plus réalistes qu'une volonté hypothétique de rattraper les autres dans des secteurs où il lui serait difficile de le faire, a-t-il ajouté.

À quoi sert à un pays africain de produire des voitures ou de recevoir des millions de touristes dans des hôtels financés par des investisseurs étrangers s'il doit importer tous ses aliments, ses médicaments et ses livres de l'étranger ? s'est-il interrogé.

Plus précisément, concernant la ZLECAf, le Dr Dieye a déclaré que le report de sa mise en œuvre jusqu'en janvier 2021 est nécessaire, mais pas suffisant. Car janvier 2021 est proche et les États, qui luttent pour faire face à la crise économique provoquée par COVID 19, ne se détourneront pas de leurs efforts actuels pour atténuer les effets de la crise sanitaire.

A son avis, la suspension de la ZLECAf pour une année ne serait pas de trop. Elle donnera suffisamment de temps pour discuter et approfondir certains éléments essentiels tels que les contraintes liées à la production au niveau local et régional.

Les points de vue des deux experts ont été également renforcés par M. Tetteh Hormeku, chef des programmes de TWN-Africa, qui a participé au panel. Selon M. Tetteh, l'intégration de l'Afrique est essentielle surtout dans la situation mondiale actuelle où la communauté internationale est un peu hostile et où les pays veulent que leurs besoins soient satisfaits avant ceux des autres.

Il a souligné qu'il est essentiel pour l'Afrique de réaliser son intégration continentale. Toutefois, cette intégration devrait être le moteur de la transformation des économies africaines. Actuellement, les économies africaines sont intégrées dans l'économie mondiale principalement en tant que productrices de matières premières.

L'intégration de l'Afrique devrait donc donner au continent la capacité de modifier les termes de ses relations actuelles avec le reste du monde en tant que source des matières premières et de transformer ses économies.

Il a conclu en reprenant le point de vue de l'Ambassadeur Carim selon lequel, privilégier l'intégration des marchés dans le cadre de la ZLECAf, sans une mise en phase correcte de l'ouverture avec d'autres programmes de renforcement des capacités productives dans la plupart des secteurs des économies africaines, serait contre-productif.